L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 24 OCTOBRE 1877. — 51me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN 24 OCTOBRE.

Nos carpet-baggers.

L'impunité dont ont joui jusqu'à présent, les aventuriers qui, en 1868, se sont abattus sur la Louisiane comme sur une proie et qui ont accumulé les ruines pour pouvoir se livrer à leur aise au pillage, a enhardi ces hommes au point que nous les voyons recommencer leurs menées pour tirer encore quelque chose de la situation troublée dans laquelle ils ont laissé notre malheureux Etat.

William Pitt Kellogg, le plus impudent de toute la bande, a l'audace de prétendre représenter notre Etat au Sénat des Etats-Unis. Il oppose à l'élu de la Législature légale les titres que lui ont délivrés les fraudeurs et les faussaires du Bureau des retours.

L'usurpateur de 1872, la créature de la conspiration de minuit, le fayard du 14 septembre, a été l'organisateur et l'instigateur du complot qui avait pour objet d'escamoter encore une fois, en 1876, la volonté du corps électoral. Il est matériellement et moralement, le complice des machinations frauduleuses du Bureau des retours. Il devrait donc aller s'asseoir à côté des membres de ce bureau sur les bancs de la Cour Criminelle.

Pendant les quatre années de son administration usurpatrice, il a commis assez d'abus de pouvoirs, de malversations et de fraudes contre les intérêts du Trésor pour mériter d'aller finir ses jours au pénitencier.

Comment se fait-il donc que M. Kellogg ne soit pas poursuivi et qu'il puisse impunément se pavaner à Washington et disputer au juge Spofford un siége de sénateur ?

Devons-nous encore subir l'humiliation de voir la Louisiane représentée au Sénat des Etats-Unis par un homme qui l'a si odieusement tenue sous le régime des baïonnettes ? Ce serait à faire regretter la clémence qu'a montrée le peuple de cette ville envers les exploiteurs éhontés dont les méfaits ont dépassé ceux des proconsuls romains flétris par Cicéron.

Mais il semble que la coupe de nos hontes n'ait pas encore été vidée jusqu'à la lie.

Tandis que Kellogg, Packard et les deux principaux membres du Bureau des retours se disputent le contrôle des emplois fédéraux à la Douane, voici que le premier et le plus coupable de la bande des carpet-baggers, celui dont la domination a coûté tant de millions à la Louisiane, reparaît dans la lice avec l'intention de disputer à ses anciens complices, devenus plus tard ses rivaux, les restes de la proie sur laquelle ils ont tous fait curée pendant huit ans.

Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans cette nouvelle de la rentrée en scène de Warmoth, mais nous ne saurions voir sans indignation et aussi sans inquiétude ce personnage annoncer l'intention de jouer de nouveau un rôle dans nos affaires politiques. Son habileté, sa rouerie égalent sa perfidie. Il a été le maître et le créateur de cette école de politiciens radicaux dont le seul mobile est l'argent et le principal moyen la corruption. Il a profondément démoralisé toute la classe de gens de couleur qui a pris part aux affaires publiques, et son influence corruptrice s'est étendue jusque dans les rangs de la démocratie.

Nous n'aurons de réformes sérieuses et durables, nous n'aurons de paix et de tranquillité, qu'autant que nous serons débarrassés de la participation des anciens meneurs radicaux carpet-baggers à nos affaires publiques.

Il existe un moyen légitime et légal de les écarter, c'est de faire peser sur eux les responsabilités criminelles et civiles qu'ils ont encourues par l'abus qu'ils ont fait des pouvoirs usurpés du gouvernement.

La clémence et l'oubli pouvaient être une bonne politique si, se faisant justice à eux-mêmes, ces hommes se fussent retirés et fussent allés jouir ailleurs de leurs gains illicitement acquis.

Mais du moment où ils continuent à vouloir s'imposer, où ils nous menacent d'une nouvelle et funeste intervention dans notre politique, ce serait une duperie que de ne pas nous servir pour les paralyser des armes que les lois et leurs méfaits nous fournissent contre eux.

Ceux que ne pourra atteindre la justice criminelle, devront être poursuivis civilement pour tous les actes qui ont causé des pertes soit à l'Etat, soit à la ville, soit aux particuliers. Il faut leur rendre impossible le séjour de la Louisiane et les obliger à renoncer à cette proie qu'ils convoitent encore. Nous espérons qu'un comité de vigilance ne sera pas nécessaire comme dernière ressource, pour empêcher ces vampires de venir de nouveau s'abattre sur la Louisiane et l'empêcher de reprendre à la vie.

MORT DU DOCTEUR DEBLANC. — Les amis du docteur Ernest DeBlanc, le dernier coroner du second et du troisième district, ont été aussi peinés que surpris en apprenant hier sa mort subite survenue dans la nuit de lundi à mardi. On nous rapporte qu'elle a été causée par une maladie de cœur.

Le Dr DeBlanc n'était âgé que de 45 ans. Sa fin prématurée sera vivement regrettée par tous ceux qui le connaissaient.

LE VOTE DU 14 OCTOBRE EN FRANCE. — Une dépêche de Londres du 20 octobre, contient ce qui suit :

" Un correspondant dit que 7,793,000 personnes ont voté dimanche dernier. C'est le nombre le plus fort depuis 1848, année où 7,893,000 ont voté. La gauche a eu 43,000 voix de moins qu'en 1876, tandis que la droite a gagné 580,000 des rangs de ceux qui se sont abstenus en 1876."

Il y a une erreur en ce qui concerne le plus fort vote, car sous l'empire il y a eu jusqu'à neuf millions de suffrages exprimés. Le plébiscite de mai 1870 a donné sept millions et demi de oui et plus d'un million de non. Quant aux chiffres du scrutin du 14 octobre, il convient d'attendre d'autres informations, car un autre correspondant a prétendu que l'opposition avait obtenu 380,000 voix de plus qu'en 1876.

THEO. — Tel est le titre d'un nouveau roman de madame F. H. Burnett. C'est un roman d'amour, dont l'héroïne est des plus sympathiques par son caractère pur et noble et son dévouement. Ce volume est imprimé en joli texte et sous la forme commode. Il ne se vend que 50 cents. Les éditeurs sont MM. T. B. Peterson & brothers, de Philadelphie.

L'EXPOSITION ET LE CONGRÈS — Le New York *Times* revient sur le sujet de l'Exposition de Paris, et rappelle les devoirs du Congrès à cet égard, dans les termes suivants :

"Il faut espérer que le Congrès s'occupera bientôt sérieusement de la représentation de notre pays à la prochaine Exposition de Paris. Nous ne concevons pas quelle raison plausible on pourrait opposer au vote d'un modeste crédit qui aurait pour objet d'assurer cette représentation, et il nous semble que les objections faites jusqu'à ce jour proviennent uniquement de l'ignorance ou de quelque préjugé. On a prétendu que le Congrès n'avait pas le droit de voter un crédit de ce genre, et qu'on ne pourrait le lui attribuer que par une fausse interprétation de la Constitution.

"Un gouvernement qui, depuis des années dépense de l'argent pour améliorer ses ports et canaliser ses rivières, en vertu de la clause constitutionnelle qui l'autorise à "régler le commerce," un gouvernement qui puise dans ses caisses pour subventionner des entreprises de chemins de fer et de steamships, ne peut alléguer aucun *non possumus* quand il s'agit de faire une très petite avance dans l'intérêt évident et direct du pays entier. En outre, les pouvoirs du Congrès ne sont pas si rigoureusement limités qu'une grande latitude ne lui soit laissée dans les affaires de ce genre, et après qu'on a voté des fonds pour l'Exposition de Vienne en 1873, et pour celle de Philadelphie en 1876, il est absurde de dire qu'on ne peut rien faire pour celle de Paris en 1878."

Louisiane.

Nous lisons dans le *Pelican*, de la Pointe Coupée :

Quelques planteurs du bas de la côte ont mis leurs sucreries en opération pour essayer leur canne et ont trouvé que le jus ne pesait que quatre degrés de qui ne peut donner que du sucre très inférieur en petite quantité. La canne a besoin de plusieurs gelées pour mûrir et pour que le sucre se cristallise. Si les planteurs ont de la patience, nous persistons à croire que le rendement sera bon.

Nous empruntons au *Vindicator* de Natchitoches, l'information suivante :

La navigation de la rivière Rouge est très sérieusement interrompue en ce moment par les basses eaux. Nos délégués à la Convention de Shreveport n'ont pu y arriver, par suite de l'impossibilité d'obtenir passage en temps utile.

Pour montrer à quel point quelques uns de nos citoyens comprennent l'importance d'attirer l'immigration, nous avons entendu le colonel Wm M. Levy dire qu'il vendrait à des colons sérieux des sections entières de 5000 acres de bonne terre de coteau, entre la rivière Rouge et le lac Noir, à raison de 75 cents l'acre dont 15 cents comptant et le surplus à un, deux, trois et quatre ans.

Notre section a été visitée dimanche par un violent ouragan qui a endommagé les récoltes sur pied. Le maïs a été renversé par la violence du vent et la pluie a fait tomber beaucoup de coton.

Les ramasseurs de coton sont toujours en demande à 75 cents les cent livres. L'ouverture rapide des grabots a fait retarder le passage au "gin" et les livraisons par suite ont été moins fortes que l'année dernière.

La récolte du maïs a occupé les fermiers toute la semaine dernière. Le rendement dépasse les espérances. Ce sera la première année où nous aurons produit suffisamment de maïs, mais le prix, 50 cents, indique qu'il n'y a pas encore d'excédant.

Le colonel Sam Hyams a tué, la semaine dernière, sur l'île Trois Lieues, un grand chat-tigre qui mesurait 2 pieds 8 pouces de haut et 8 pieds 2 pouces de long de l'œil à la hanche.

Le juri de police des Opelousas a adopté à l'unanimité une ordonnance qui prescrit la fermeture, le dimanche, de tous les magasins excepté les pharmacies, les marchés et les boulangeries. L'ordonnance sera mise en vigueur à partir du 4 novembre. Les pénalités sont $100 à $250 d'amende ou un emprisonnement de un mois à trois mois ou les deux peines à la discrétion de la Cour.

La lettre suivante, bien que fort en retard, contient quelques informations intéressantes :

LAC Arthur, Lne, 6 octobre 1877.

Messieurs,

Malgré les cours d'eau débordés, les ponts enlevés, etc., j'ai eu le bonheur de recevoir quelques numéros de votre journal.

Quand on habite un lieu où la civilisation n'a jeté encore que quelques jalons épars, c'est un grand bonheur de recevoir un journal tel que le vôtre. Ce n'est pas que le contenu en soit bien gai, tant s'en faut.

Des désastres; presque rien que des désastres ! Un ouragan destructeur a visité presque tout le Sud des Etats-Unis. C'est la répétition de celui qui eût lieu, il y a 21 ans et 1 mois.

Ici, au Lac Arthur, nous n'avons pas été épargnés.

L'ouragan n'a duré que deux jours seulement, mais avec une violence inouïe. Ce que les chenilles avaient épargné de coton a été raser par le vent et enterré sous le poids de l'eau et de la boue.

Nos orangers ont également beaucoup souffert. Le vent a jeté bas le quart de la récolte d'oranges. Ce qui reste est meurtri par le frottement ou lacéré par les piquants.

On en voit donc beaucoup jaunir par suite d'une maturité maladive et puis tomber par terre. Le sol est couvert d'oranges qui pourrissent rapidement, répandant une odeur nauséabonde. La récolte de ce beau fruit sera donc bien minime cette année.

Il n'est que trop évident que nous avons une rude année de plus à traverser.

Et cependant que manque-t-il à la Louisiane, si ce n'est que quelques bonnes récoltes de sucre et de coton pour marcher à pas de géant dans la voie de cette prospérité fabuleuse qui fut si longtemps son partage.

Depuis l'avènement de Mr Hayes à la présidence des Etats-Unis, nous jouissons d'une incomparable tranquillité.

Grâce au gouvernement ferme et sage de Mr Nicholls, les deux races qui habitent la Louisiane y vivent dans le plus parfait accord.

Puissons-nous bientôt apprendre de l'infortuné Mr Victor Tomby, que l'ouragan a bridé à dans les abîmes du golfe du Mexique le ver funeste qui dévore son orangerie et celles des habitants du Calaisiau.

Ce peu bien assez de la chenille qui paraît s'être définitivement acclimatés chez nous et qui, chaque année, se jette avec fureur sur nos plants de coton. Aussi, nos habitants, désespérés de leurs insuccès contre la voiture de ce textile, jettent-ils leurs regards sur la canne à sucre.

De tous côtés on se prépare à en planter. On fait venir du Nord et de l'Ouest d'ingénieuses machines peu coûteuses et très efficaces pour broyer la canne à sucre, en extraire le jus, et au moyen d'évaporateurs excessivement simples la convertir en sucre.

Ils ont raison. Cette substance est devenue un véritable élément de notre existence et le temps de sucre à vil prix paraît passé à jamais. Si mon humble et faible plume pouvait attirer quelque attention je leur recommanderais de veiller à la conservation de leurs forêts, ainsi qu'à la reproduction du bois de chauffage.

Ce que l'exploitation de la canne à sucre demande de combustible est vraiment effrayant. Toute forêt où passe la hache est complètement détruite.

La dent des bêtes à cornes, chevaux et animaux de toute espèce qui paissent librement dans les champs détruit tout ce qui peut repousser par des tronçons et racines.

Le temps est donc arrivé de mettre en pratique la méthode des européens pour créer des bois taillis. Un médiocre fossé, une simple barrière suffisent pour obtenir ce résultat.

Espérant, messieurs les éditeurs, que vos prochaines feuilles seront moins revêtues de tristesse et de deuil, j'ai l'honneur d'être votre bien respectueux serviteur,

REVILLON.

BEAUX MEUBLES A BON MARCHÉ. — On trouve à la grande fabrique de Jos B Hubbard, coin Remparts et Perdido, d'excellents meubles de salon, de chambre à coucher et de salle à manger, à des prix d'une rare modicité. Allez les examiner.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Départs.

Partis hier par la route favorite de Mobile :

David Wallace, de la maison Wallace, Cary & Co., pour New York; les révérends père B. Justin et B. Victor, pour Washington; Mme J. H. Henshaw, pour Montgomery; S. Rosenthal, pour Buffalo, New York; G. H. Cassard, pour Chicago; Louis J. Grey, pour Cleveland, Ohio; F. D. Lacey, pour Atlanta; A. W. Adams, pour Savannah; Mme Dr Keating, pour New York; capitaine R. H. Woolfold, pour Louisville.

Levée de l'injonction.

Hier matin, le juge Rightor, de la Sixième Cour de District, a lu sa décision dans l'affaire de Paul Trévigne contre le bureau d'école. La décision soutient la motion pour dissoudre l'injonction. On va plaider en appellera, sans doute, à la Cour Suprême.

Le rule pour dissoudre l'injonction s'appuyait sur deux raisons : 1° Il n'y a pas de lésion et par conséquent pas de cause d'action. 2° L'application de l'injonction est de nul effet et d'exécution impossible, puisqu'elle a pour but d'empêcher une chose qui est déjà faite.

"D'après notre Code de procédure, a dit le juge, il faut que l'action soit portée par quelqu'un ayant un intérêt actuel et réel et qu'il pourrait; mais aussitôt que cet intérêt surgit, il peut intenter son action." Il ne suffit pas qu'un acte illégal ait été commis pour qu'un individu ait le droit de porter plainte devant les Cours, à moins qu'il ne montre qu'il a éprouvé un tort personnel par suite de ces réglements adoptés par le Bureau d'école. Ces réglements sont justes et raisonnables et très évidemment dans les droits du Bureau.

Il est clair, par conséquent, au delà de la possibilité d'un doute, que l'injonction en tant qu'elle ne concerne aucune portion du territoire de la Nlle Orléans autre que le district de la résidence du plaignant ne peut rester debout et doit être dissoute, car lui, comme individu, ne peut se plaindre que de l'établissement d'écoles séparées dans la circonscription territoriale où son fils est forcé par la loi, en commun avec d'autres élèves, de chercher les bénéfices de l'éducation publique. Il ne peut assumer ni la tache ou la prérogative d'un fonctionnaire, ni se constituer le champion d'aucun droit excepté le sien.

La cour serait forcée en conséquence de restreindre l'opération de l'injonction au district d'école du domicile du plaignant. Mais comment la cour peut-elle la restreindre quand la pétition n'indique pas le district du domicile du plaignant. Il suit de là que même cette satisfaction restreinte ne peut être accordée.

Le juge démontre ensuite que le plaignant n'a souffert aucun tort et qu'il ne peut soutenir une injonction contre un tort supposé. Le plaignant dit bien que le Bureau a établi des écoles séparées entre elles par une ligne de couleur, mais il n'allègue pas qu'on ne veuille recevoir ses fils dans une école de blancs. Les cours ont assez à faire, dit en terminant le juge, à redresser les torts "réels et actuels," à donner force aux "droits réels et actuels" sans multiplier leurs devoirs dans le redressement des torts en perspective qui peuvent n'arriver jamais ou dans la défense de droits futurs qui peut être jamais n'existeront.

L'injonction est dissoute.

L'embranchement.

L'affaire de l'embranchement du chemin de Mobile à la presse de la Levée par la rue Montégut et venant par circuit se relier, le long de la Levée, à la ligne principale, semble marcher maintenant vers sa réalisation. La société de la Presse à coton offre à la compagnie pour le service de la voie nouvelle, l'usage de trois ou quatre lots de terre, situés au delà de la rue Claiborne. Sur cet emplacement la compagnie pourra établir ses ateliers, ses machines, et même transférer tout son établissement de Mobile. C'est son intention, dit-on, et il y a de grandes raisons pour croire que le projet sera effectué.

Accident.

Lundi soir, E. C. Stockton a glissé rue du Bassin et est tombé de manière à faire partir son pistolet dont la balle l'a atteint au gras de la jambe. Stockton a été conduit à l'hôpital.

Arrêté.

Thos. Moylan qui est accusé d'avoir assailli Mme Schmidt avec un brass-knuckle la semaine dernière, et d'avoir donné un coup de canif à son mari, a été arrêté lundi et écroué à la sixième station.

Le bateau dragueur G. W. R. Bayley.

Un télégramme du capitaine Eads dit qu'il y a eu une autre explosion dans la rivière à Pittsburg pour permettre au bateau dragueur de la compagnie des jetées, de partir pour sa destination. On croit qu'il sera ici dans le cours d'une semaine. Il est certain qu'il aidera puissamment au courant du fleuve pour désobstruer la Passe du Sud. Mais la désobstruction par ce moyen sera-t-elle permanente ? Voilà la question.

Attention et ne plaisantez plus.

John Lawler, grocer au coin des rues Magasins et Ste-Marie, a été arrêté lundi, pour cause d'obstruction sur la banquette devant le même édit. S. Francard, grocer au coin des rues Magasins et Philip, a été arrêté également.

Rapport mortuaire.

Pendant la semaine qui a fini dimanche 21 octobre, il est mort à la Nouvelle Orléans 112 personnes, dont 59 du sexe masculin, 47 du sexe féminin, 70 de race blanche, 42 de race de couleur. Les maladies qui ont fait le plus de victimes sont la petite vérole 4; fièvre d'infection 10; consomption 16; fièvre 8; convulsions 5; débilité enfantine 5, noyés 3.

Les Waterworks.

Un de nos confrères a fait une erreur singulière, en parlant des recettes des Waterworks. Il a dit que les revenus de cette usine s'augmentaient chaque année et que déjà depuis le 1er octobre on avait reçu de cette source plus de $91,000. Nous ne croyons pas qu'en toute l'année on ait reçu cela et nous ne croyons pas que depuis le 1er octobre les recettes se soient élevées au-dessus de 3000 ou 4000 piastres.

Certainement ce n'est pas cela qui peut faire monter les bons qui hélas ! ne montent pas du tout, et qui monteront encore moins si l'administrateur Edwards veut exiger de la compagnie qu'elle remplisse immédiatement les vieilles bouilloires de l'usine, et qu'elle substitue des conduits de fonte aux anciens qui sont de terre, et très faibles par conséquent, et qui ne peuvent résister à une grande pression de l'eau. Mr Edwards doit recommander aussi la pose d'un conduit de 30 pouces le long de la levée, à partir de la rue Conti jusqu'au bout du côté d'en bas, comme cela existe en dessus de la rue du Canal.

Nous pensons que ce conduit serait fort onéreux et ne rendrait rien, à en juger par la gêne qu'il conduit qui fait tant crier la vieille compagnie d'après l'avis du surintendant d'alors, le général Braxton Bragg et qui s'étend à une certaine distance du bout du plant. Dans une enquête dirigée de l'usine, on a l'habitude des citernes et il n'y a guères que les plus riches propriétaires, ayant des jardins à faire arroser, qui désirent recevoir l'eau du fleuve. Le nombre de ces propriétaires est fort limité. Aussi ce grand tuyau a conté beaucoup de frais sans compensation appréciable. Si l'on veut que la compagnie vienne, il faut la ménager surtout à son début.

Réparations à la Salle des Représentants.

En outre des réparations qu'il y avait à faire à la Salle des Représentants, il fallait élever une plateforme, fournir cent-vingt bureaux ainsi que des tapis. Les réparations suivantes avaient été adressées à Mr Louis Bush, orateur de la Chambre :

L. D. Stafford	$ 1,020 00
J. Christie	1,000 00
Wm. Gallagher	950 00
McCracken & Brewster	840 00

Le contrat, par conséquent, a été adjugé à ces derniers entrepreneurs.

Ekmuxesis.

Ekmuxesis est le nom donné par le professeur Fontaine à un plan de son invention pour désécher la ville si ses craintes se réalisent. Ce plan consisterait à creuser un canal d'un point donné sur le fleuve, près de la crevasse de Bonnet Carré, sur les derrières de la ville, à un point au-dessous où il rendrait ses eaux au fleuve. Par ce canal qui aurait 25 pieds de profondeur sur 30 de large, passerait un courant d'eau de trois milles à l'heure. Dans ce canal aboutiraient de larges tubes, servant d'égouts à toutes les parties de la ville et de la plaine.

Le travail coûterait $795,785 60. Cette estimation si précise et si minutieuse nous charme et nous croyons que ce projet de canal en long, contrairement à tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, est le meilleur de tous; mais nous ne voyons pas où la ville prendrait ces $800,000. Par conséquent, l'exécution du plan attendra un temps plus propice.

Taxes d'Etat.

L'Auditeur ayant profité des nébulosités de la loi pour étendre autant que possible le délai accordé aux contribuables pour le payement de la taxe, a adressé aux collecteurs une lettre où il leur recommande de préparer les listes de 187 quarante de manière à pouvoir déposer ces listes au bureau de l'Auditeur le jour même du prochain règlement. Les contribuables n'ont donc plus qu'un délai de 5 ou 6 jours pour s'exécuter. S'ils n'ont pas réglé eux-mêmes avant le 1er novembre, ils encourront toutes les pénalités de la loi.

Académie de Musique.

Aujourd'hui, matinée à l'Académie de Musique avec "Our Boarding House" pièce américaine dont le succès se soutient à merveille. Elle intéresse beaucoup et amuse à la fois, et en même temps elle est bien jouée. Miss Alice Leigh qui représente Mme Colville, la maîtresse de la pension, Miss May Roberts qui représente Béatrice Manheim, la pensionnaire, miss Waugh qui fait Mme Dairymple et MM. Graham, Lingham, Harry Little et plusieurs autres acteurs se sont tous acquittés de leurs rôles d'une manière intelligente, habile et parfois très remarquable.

Cette troupe est une des meilleures qui aient jamais été appelées à jouer la comédie à l'Académie de Musique. Nous croyons donc qu'il y aura beaucoup de monde à la matinée d'aujourd'hui.

Théâtre St. Charles.

Les minstrels du vieux St. Charles ne jouent pas dans le désert; ils savent attirer les gens et, de fait, ce qu'ils disent et ce qu'ils chantent serait entendu partout avec plaisir. Ce sont de bons comédiens et de bons chanteurs. Ils ont la voix de la nature, mais de la nature dressée et cultivée avec habileté et succès. Les dames trouvent aller à St Charles sans craindre d'avoir leurs oreilles blessées par de fausses notes ou par des traits de gaîté grossiers.

Ces minstrels, vraiment noirs, sont raffinés dans leur langage et dans leurs gestes, et ils combinent la plaisanterie et la farce, la facétie et la drôlerie avec tant d'entrain et en même temps de retenue que personne n'a jamais à s'en plaindre. Il y aura matinée, aujourd'hui, à St-Charles, et l'on pense avec raison que la bonne réputation de ces minstrels fera accourir les dames.

Billard à la main

Le célèbre joueur de billard à la main a donné hier soir sa seconde séance à la rotonde St-Charles, en présence d'une affluence peu considérable encore que celle du soir précédent. Mr Adams, à cette seconde séance dont la durée a été d'une heure au moins, a fait preuve d'une dextérité vraiment surprenante; il a exécuté des carambolages merveilleux et dont l'explication serait à coup sûr qualifiée d'exagération.

Le séjour de M. Adams dans notre ville se prolongera jusqu'à la fin de la semaine et nous espérons fortement que les admirateurs du billard à assister à une des intéressantes séances du maître-joueur, comme une curiosité qu'il ne leur sera peut-être pas donné de voir de longtemps, si jamais.

Bureau de Police.

Les commissaires de police se sont réunis hier soir, et ont examiné les diverses plaintes portées contre les officiers trouvés en défaut dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Pointdexter, accusé de s'être endormi pendant le service, est condamné au paiement d'une amende de cinq jours de traitement.

Geo. Alexander, trouvé coupable d'avoir tenu, en dehors du service, une conduite tapageuse en compagnie de trois camarades, est renvoyé de la police.

G. Feinel, officier du 3me precinct, faisant service de nuit, est sévèrement réprimandé et acquitté; la plainte formulée contre lui d'avoir fait subir d'horribles traitements à un prisonnier, dans un cabinet de la rue Royale, n'étant pas prouvée à la satisfaction du Bureau.

Emile Leprêtre et J. T. Gallager pour une légère offense, sont censurés sans condamnation.

Plusieurs démissions sont acceptées et le Bureau s'ajourne.

CONSEIL DE VILLE.

Séance régulière du Conseil municipal hier, — présidence du maire.

Un rapport de M. Léon Godchaux relative à la fourniture d'un uniforme d'hiver à la police est accepté. M. Godchaux demande $29 par uniforme et accepte les conditions de la ville quant au paiement, qui ne doit s'opérer qu'au commencement de l'année prochaine.

Deux ordonnances sont adoptées : l'une votant $6,000 de plus à 1875 pour couvrir certaines dépenses de l'administration, et l'autre votant $3,3 6 29 en faveur de R. J. Connoly, pour réparations faites aux citernes en planches du 2me et 3me district.

La ferme du bateau passeur du 4me district est consédée à M. O. A. Johnson, au prix de $505 par mois.

Le privilège accordé à Mr Jacob Fink d'exploiter un débit de liqueurs dans la bâtisse des cours de justice est révoqué.

TEMPERATURE, — 23 oct 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin	68	15
Midi	66	20
3 P.M.	65	20
6 P.M.	65	19

— On parle à Washington, dit le *Courrier des Etats-Unis*, du remplacement de sir Edward Thornton comme ministre de la Grande Bretagne aux Etats-Unis. Ce bruit est accrédité par la présence prolongée de sir Thornton, à qui, dit-on, son gouvernement donnerait une mission en Europe, probablement à Vienne. On pense que, si cette promotion réalisait, son successeur serait Hfton Lonel Sackville West, actuellement ministre britannique à Buenos Ayres, poste occupé par Sir Edward Thornton avant sa nomination aux Etats-Unis. M. West est un diplomate distingué qui a rempli autrefois les fonctions de ministre plénipotentiaire à Paris en l'absence de l'ambassadeur.

LA REFORME MUNICIPALE A NEW YORK. — Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* :

Un meeting est convoqué pour lundi prochain, 22 octobre, à Steinway Hall, à huit heures du soir, dans le but de préparer les voies à l'adoption par le peuple, des amendements à la constitution proposés par la commission municipale nommée par le gouverneur Tilden, et dont M. Wm M. Evarts était président relativement à l'administration des grandes villes. L'objet de la commission et du meeting est d'une haute importance. Reste à savoir si les dispositions proposées sont de nature à l'atteindre. Ces dispositions sont très contestées, et il est douteux que les amendements soient adoptés.

LE RÔLE DU CLERGÉ EN FRANCE. — Edmond About, dans le *XIXe Siècle*, fulmine contre les ignorances du clergé dans les termes suivants :

" Sous ce gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, qui défend qu'on dise qu'il est "le gouvernement des curés," nous voici en pleine agitation cléricale, ultramontaine et jésuitique. Les sacristies sont en feu. Au signal parti du Vatican, notre épiscopat s'ébranle, les saints français quittent main, à donné le branle. Nous parlions l'autre jour du mandement électoral de M. l'archevêque de Bourges; il y en a bien d'autres ! Mandement pour Bayeux, mandement pour Chambéry, mandement dans le diocèse de Saint-Claude, et dans le diocèse de Châlons, et dans le diocèse d'Arras, et dans le diocèse d'Auch, etc. C'est de quoi tapisser les colonnes de l'Univers et du Monde, et, à côté de ce qu'on publie, nous avions tous les *monita secreta* qu'on ne publie pas ! Il se peut que plus tard certaines élections soient cassées pour cause de pression cléricales, et alors nous en apprendrons de belles, pour peu que les enquêtes soient conduites avec sagacité et fermeté

La Liberté fait justice de ces exagérations.

Il y a en France quatre-vingt-neuf départements et autant d'évêques ; la plupart sont des hommes d'une grande valeur, nous le savons comme il est dit dans le livre de Job "que la sagesse est dans les vieillards et que la prudence est le fruit d'une longue vie." Ajoutez l'épiscopat français n'est point tenu de rester perdu dans la lutte électorale; seuls quelques évêques — on en pourrait à peine citer dix — ont cru devoir adresser aux fidèles de leur diocèse quelques conseils au sujet des élections prochaines. Nous reconnaîtrons même que les mandements de ces évêques ne s'écartent point du langage mesuré qui distingue en général les écrits des chefs du clergé; toutefois, nous n'avons pas cru devoir les reproduire, parce que nous estimons qu'une séparation de fait, sinon de droit, s'est produite entre l'Eglise et l'Etat, et qu'il importe que cette séparation qui est dans nos mœurs soit maintenue.

Il faut bien que cette opinion soit fondée, puisque sur 89 évêques près de 80 ont gardé le silence. Monseigneur Dupanloup, évêque d'Orléans, s'est cru autorisé à donner quelques conseils aux conservateurs ; il en avait le droit, puisqu'il appartient à la droite dans la Chambre des députés, et qu'il s'est adressé non point aux fidèles de son diocèse mais "à un ami."

Nous n'entendons nullement blâmer les évêques qui n'osent ou croient devoir rester en dehors de la lutte électorale. mais nous réservons notre approbation pour ceux qui ne les ont point imités. En pareil cas, la parole est d'argent mais le silence est d'or.

UN NOUVEL OPÉRA DE DE FLOTOW — "Un des trois opéras nouveaux que le Théâtre-Italien doit donner cet hiver, dit le *Figaro*, est de Flotow. Le titre d'*Ariella* n'est que provisoire.

"C'est à M. de Lauzières de Thémines que M. Escudier, d'accord avec le compositeur, a commandé le poème. Notre confrère l'a écrit en italien et en français; l'ouvrage de M. de Flotow était destiné à être exécuté sur l'une de nos scènes lyriques, après l'avoir été aux Italiens. On sait par ses nombreuses traductions de nos meilleurs opéras que M. de Lauzières manie avec le même bonheur les deux langues.

THÉODORE BARRIÈRE. — Le télégraphe a annoncé la mort d'un des auteurs dramatiques parisiens les plus féconds

Théodore Barrière était né à Paris en 1823, il appartenait à la famille des graveurs-géographes, attachée depuis près de quarante ans au Dépôt de la guerre et de la marine, et fut occupé lui-même, pendant près de dix années. (1834-43), de travaux graphiques. Consacrant toutefois ses loisirs à la littérature dramatique, il écrivit, à vingt ans, sa première pièce, Rosière et Nourrice, jouée au théâtre Beaumarchais avec un succès qui la fit passer dans le répertoire du Palais-Royal.

Il s'associa dès lors à divers dramaturges déjà connus, et signa avec eux, de 1842 à 1860, une cinquantaine de pièces qui composent son répertoire. Son nom dint son principal retentissement aux Filles de marbre qu'il donna au Vaudeville en 1853, avec M. Lambert Thibount; elles sont restées jusqu'ici un des succès les plus soutenus de ces dernières années, et le nom de M. Barrière a eu sur le public un grand ascendant.

Il a donné seul : De midi à quatorze heures (1851); les Bâtons dans les roues (1854); les Parisiens, annoncés d'abord sous le titre de Parisiens de la décadence (1855), etc. Il a lui rapporter ensuite pour sa part de collaboration : avec M. Poujol, Jeanne de Naples, drame (1842); avec M. Maurice de Saint Aguet, les trois Femmes (1844); avec M. Duval, le Seigneur des broussailles (1846); avec M. Clairville, les Chroniques bretonnes, vaudeville (1848); avec Henri Murger, la Vie de Bohême (1849); avec Bayard, Quand on attend sa belle (1850); avec M. Marc Fournier, Manon Lescaut (1851); avec M. Michel Carré, un duel chez Ninon, Laurence, la Fille bolle Nuit de la vie (1859-1851); avec M. Jaime fils, l'Ane mort la peau, trois drames en cinq actes (1855); avec M. Lambert Thibount, une Femme dans une fontaine (1853); avec M. A. de Beaupian, le Lys dans la vallée (1853); tout un roman de Balzac froidement accueillie au Théâtre-Français; avec Jules Lorin, le Piano de Berthe, Quand on veut tuer son chien (1852-1853); avec M. Henri de Kock, la Vie en rose (1854); avec M. Adrien Bourgeois, la Vie d'une comédienne (1854); enfin avec M. Adrien Decourcelles, son principal collaborateur, les Doozs travaux d'Hercule, un Vilain monsieur, les Portraits, la Petite cousine, un Monsieur qui suit les femmes, l'Enseignement mutuel, English exhibition, un Roi de la mode, Tambour battant, la Tête de Martin, une Vengeance, les Femmes de Gavarni, Monsieur mon fils (1848-1855).

M. Barrière a donné, en 1856, au Vaudeville, avec Antoine Fauchery, Calino, un en sotie, en collaboration avec M. Ernest Blum, les faux bonshommes, bonbonnerie satirique en quatre actes, pleine de verve, qui, après avoir jouer d'un long et brillant succès, a été reprise par le Gymnase en 1860. Les auteurs lui ont donné pendant, au Vaudeville, mais avec moins de bonheur, les Fausses bonnes femmes, en cinq actes (décembre 1857) et ont aussi produit ensemble l'Héritage de M. Plumet, en quatre actes (février 1859).

M. Barrière a fait jouer encore, avec divers collaborateurs : l'Outrage, drame en sept actes, avec M. Pouvier (Porte-Saint-Martin, février 1850); le Roi Lear, comédie en un acte (Théâtre-Français, 1850); l'Age de Minuit, drame avec Lafargue, en trois actes, au Cirque; la Maison du Pont-Notre-Dame, drame en cinq actes, avec M. H. de Kock (même théâtre, 1851); les Ivresses ou la Chanson de l'amour comédie en quatre actes (Vaudeville, 1852); Une cornelille qui abat des noix, comédie en trois actes, avec M. L. Thibount (Palais-Royal, 1852); le Bout de l'an de l'amour, causerie à deux (Gymnase, 1857); le Prix du jeu, comédie en cinq actes, avec M. Crisafulli (même théâtre, 1863); un Ménage en ville (même théâtre, 1864); Aux crochets d'un gendre (Vaudeville, 1864), comédie en quatre actes avec M. L. Thibount; etc.

— Un facteur demandait à Offenbach si la vocation musicale datait chez lui de la première jeunesse.

Le maestro répondit avec simplicité :

— Je n'avais pas sept ans... C'était par un hiver très rigoureux. Un jour, je soufflais dans mes doigts... il en sortit de la musique !

— Le jeune Oscar F.... a fait un héritage de 60 mille francs par la mort de son père. Hier, il invite quelques amis à dîner, au restaurant.

Mécontent de la lenteur du service, il s'oublie jusqu'à donner un soufflet au garçon.

Ce dernier se contient et ne dit pas un mot.

Mais, quand on apporte l'addition, l'homme à la main lestement reçu à avec dérision.

Voici ce qu'il avait lu :

Deux soufflets : 200 francs.

Commande : deux cents francs !

— Oui, monsieur, lui répond le garçon, quand je ne les rends pas, c'est cent francs la pièce.

— On lit dans le Moniteur haïtien, de Port-au-Prince :

"Un incendie qui aurait pu prendre des proportions considérables, dans la journée d'avant-hier, a été heureusement arrêté dans sa course par la prompte intervention des pompiers de la ville et de la banlieue.

"Aux premiers cris d'alarme, le président de la République était accouru sur le théâtre de l'incendie et stimulait par sa présence le zèle et le courage des travailleurs.

"Les ministres, S. G. Monseigneur l'Archevêque, le clergé, les autorités locales, les autorités de la ville et une grande partie de la population, qui s'étaient également portés sur le premier signal sur le lieu du sinistre luttaient avec un courage égal contre le fléau destructeur.

"L'incendie s'est propagé si rapidement qu'en moins d'une heure, huit maisons et leurs dépendances ont été la proie des flammes. Néanmoins, à cinq heures, on était maître du feu.

"Au plus fort de l'incendie, M. l'abbé